



## La fin de vie en milieu hospitalier - Cadre juridique

*Classe virtuelle*

Réf : RH025

Durée : 7h

*Dates et tarifs disponibles sur le site de l'association*

### Objectifs

- › Connaître précisément le cadre légal applicable à la fin de vie
- › Savoir distinguer arrêt de traitement, limitation thérapeutique et sédation
- › Appliquer juridiquement la procédure collégiale
- › Maîtriser la sécurisation de la prise en compte des directives anticipées

### Public\*

- › Médecins, cadres de santé, infirmiers, direction des soins, juristes et personnels de direction

### Programme

#### Principes issus de la Loi Leonetti

- › Apports de la Loi Claeys-Leonetti
- › Refus de l'obstination déraisonnable
- › Droit au soulagement de la douleur
- › Interdiction de provoquer délibérément la mort
- › Encadrement de la sédation profonde et continue jusqu'au décès

#### La loi du 18 août 2026 crée un droit à l'aide à mourir en France

- › Modalités de mise en œuvre
- › Personnes concernées
- › Fonctionnement du dispositif

#### Le consentement et l'expression de la volonté du patient

- › Patient apte à consentir
- › Refus de traitement
- › Valeur contraignante des directives anticipées
- › Rôle et limites de la personne de confiance
- › Patient hors d'état d'exprimer sa volonté
- › Cas spécifiques : le patient mineur, le patient majeur sous protection juridique

#### La procédure collégiale : cadre et exigences

#### La sédation profonde et continue jusqu'au décès

- › Conditions légales cumulatives
- › Demande du patient / initiative du médecin
- › Pronostic vital engagé à court terme
- › Procédure collégiale
- › Traçabilité obligatoire
- › Différence juridique entre sédation et euthanasie

#### Responsabilités et risques contentieux

- › Responsabilité administrative
- › Responsabilité pénale (infractions non intentionnelles)
- › Faute caractérisée
- › Contentieux des décisions d'arrêt et de limitation de traitements
- › Saisine du juge administratif en urgence – le référé liberté
- › Rôle du dossier médical comme élément probatoire

#### Traçabilité et sécurisation des pratiques

- › Exigences rédactionnelles
- › Chronologie des décisions
- › Motivation médicale et juridique
- › Conservation des échanges
- › Information des proches

#### Synthèse : élaboration d'une grille de sécurisation juridique

### Méthodes pédagogiques

- › Apports cognitifs préalables
- › Etudes de cas, illustrations
- › Synthèse des connaissances indispensables



## Modalités d'évaluation

- › Évaluation des connaissances
- › Évaluation des acquis en continu : étude de cas, mises en situation pratique, étude de jurisprudences
- › Questionnaire individuel de satisfaction à chaud
- › À distance : impact de la formation sur l'évaluation des pratiques

## Intervenants

- › Juristes spécialisés en droit hospitalier, en fonction ou ayant exercé dans un établissement public

## Délais d'inscription

*Les inscriptions peuvent être enregistrées jusqu'à 48h avant la session. Cependant nous vous conseillons de nous les adresser au plus tard un mois avant le début du stage ; délai à partir duquel nous confirmons les formations*

## Accessibilité

*Transfaire prend en compte l'intégration des personnes en situation de handicap.  
Contactez-nous afin d'étudier les différentes possibilités d'adaptation mises à disposition*